

## **Audiovisuel public : défendre l'indépendance, protéger la création**

Depuis plusieurs semaines, l'audiovisuel public est la cible d'une offensive politique et médiatique. Ces attaques cherchent à imposer un agenda idéologique et à fragiliser l'indépendance des institutions ; elles ne sont pas nouvelles mais s'intensifient dangereusement. Dans ce contexte, la Scam apporte son soutien entier à France Télévisions, Radio France et à leurs dirigeantes. L'urgence est claire : garantir un service public libre, pluraliste et doté des moyens nécessaires à sa mission.

Car l'audiovisuel public n'est pas une simple structure administrative : il est le socle de la diffusion culturelle et un pilier de la démocratie garantissant une information de qualité. Il soutient le documentaire, finance le cinéma, diffuse des programmes originaux et permet à des milliers d'auteurs, d'autrices et de professionnels de donner vie à leurs œuvres. Il est un contrepoids indispensable face aux concentrations privées et aux logiques de marché.

Or en dix ans, France Télévisions a perdu près de 480 M€ en euros constants, et les coupes successives de 2024 et 2025 mettent en péril cette capacité essentielle à produire et informer. Plutôt que de répondre à cette urgence, la proposition de loi Lafon envisage de regrouper France Télévisions, Radio France et l'INA au sein d'une holding. Associée aux campagnes idéologiques qui s'emploient à délégitimer les médias publics, elle ouvre la voie à une remise en cause profonde de l'indépendance et du pluralisme.

Le service public est le bien de tous. La garantie d'une information indépendante. La Scam appelle les pouvoirs publics à ne pas faire fausse route : il faut défendre l'audiovisuel public en le dotant d'une visibilité financière durable pour protéger la diversité des voix et des idées.

---

Contact presse : [presse@scam.fr](mailto:presse@scam.fr) - 01 56 69 64 34